

PARLEMENT DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

Session 2009-2010

3 DÉCEMBRE 2009

PROJET DE DÉCRET-PROGRAMME

PORTANT DIVERSES MESURES CONCERNANT LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT, LES INTERNATS, LES CENTRES PSYCHO-MÉDICO-SOCIAUX, LA RÉDUCTION DU NOMBRE DE CHARGÉS DE MISSION À CHARGE DU BUDGET DE LA COMMUNAUTÉ, LES BÂTIMENTS SCOLAIRES, LA FORMATION EN COURS DE CARRIÈRE, LE TRAITEMENT D'ATTENTE DANS LE CAS DE PERTE PARTIELLE DE CHARGE, LE REFINANCEMENT DES UNIVERSITÉS ET DES HAUTES ÉCOLES, LE STATUT DES MEMBRES DES PERSONNELS DES UNIVERSITÉS, LES DOTATIONS ET SUBVENTIONS À CERTAINS ORGANISMES SOUS CONTRAT DE GESTION, LES SERVICES DE MÉDIAS AUDIOVISUELS, L'OCTROI DE SUBVENTIONS AUX COLLECTIVITÉS LOCALES POUR LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES CULTURELLES, LES CONDITIONS DE SUBVENTIONNEMENT À L'EMPLOI DANS LES SECTEURS SOCIOCULTURELS ET LA RECONNAISSANCE ET LE SUBVENTIONNEMENT DES MUSÉES ET AUTRES INSTITUTIONS MUSÉALES (1)

RAPPORT DE COMMISSION

PRÉSENTÉ AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DE LA COMPTABILITÉ, DU BUDGET ET
DU SPORT
PAR M. LAURENT DEVIN.

(1) Voir Doc. n°55 (2009-2010) n°1 à 6.

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORT	4
1 Exposé introductif de M. A. Antoine, Vice-président et ministre du budget, des Finances et des Sports	4
2 Discussion générale et discussion des articles	4
3 Avis de la commission de l'Enseignement supérieur	5
4 Avis de la commission de l'Education	5
5 Avis de la commission de la Culture	5
6 Avis de la commission de l'Enfance	5
7 Votes	5
TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION	8
TITRE I Dispositions relatives aux établissements d'enseignement, aux internats, aux centres psycho-médico-sociaux et aux bâtiments scolaires	8
CHAPITRE I Disposition modifiant le décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention	8
CHAPITRE II Disposition modifiant le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice	8
CHAPITRE III Dispositions relatives aux Internats	8
CHAPITRE IV Dispositions relatives aux Centres psycho-médico-sociaux	8
CHAPITRE V Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel	9
CHAPITRE VI Des dotations et des subventions de fonctionnement des établissements	9
CHAPITRE VII Dispositions relatives aux inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire	10
TITRE II Mesure relative à la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté	10
TITRE III Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires	10
TITRE IV Mesures relatives à la formation en cours de carrière	11
TITRE V Mesures relatives au traitement d'attente dans le cas de perte partielle de charge	11
TITRE VI Dispositions relatives au refinancement des Hautes Ecoles et des Universités	12
TITRE VII Disposition relative au statut des membres des personnels des Universités	12

TITRE VIII Des dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion	13
TITRE IX Disposition modifiant le décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009	14
TITRE X Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles	14
TITRE XI Dispositions modifiant le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française	14
TITRE XII Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales tel que modifié	14
TITRE XIII Dispositions finales	15
AVIS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR	16
AVIS EDUCATION	18
AVIS CULTURE	20
AVIS ENFANCE	22

RAPPORT

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission des Finances, de la Comptabilité, du Budget et du Sport a examiné au cours de ses réunions des 1 décembre 2009 et 3 décembre 2009(2) le projet de décret - programme portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas de perte partielle de charge, le refinancement des universités et des hautes écoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales.

1 Exposé introductif de M. A. Antoine, Vice-président et ministre du budget, des Finances et des Sports

Il y a dans le projet trois articles qui concernent les organismes d'intérêt public et la RTBF et qui permettent par disposition décrétable

(2)

Ont participé aux travaux de la Commission :

M. Miller (Président)

M. Devin (Rapporteur) , M. Diallo , M. Eerdekens , M. Istasse , M. Onkelinx , M. Senesael , Mme Yerna (en remplacement de M. Istasse), Mme Bertieaux (en remplacement de M. Jamar), M. Dodrimont , M. Mouyard , M. Cheron , M. Noiret , Mme Goffinet , M. Langendries , M. Lebrun et M. Migisha

Ont assisté aux travaux de la Commission :

Mme Barzin, Mme Bertieaux, M. Elsen, Mme Fernandez Fernandez, M. Jeholet, M. Maene, M. Saint-Amand, M. Walry, Mme Zrihen : membres du Parlement

M. Antoine, Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports

M. Chaidron, Mme Dubuisson, M. Jeanmoye et Van Den Kerkhove, collaborateurs au cabinet du ministre Antoine

M. Serghini, secrétaire politique du groupe PS

Mme Leprince, experte du groupe PS

M. Pirenne, expert du groupe PS

M. Sohy, expert du groupe MR

M. Harmel, expert du groupe MR

M. Van Lint, expert du groupe ECOLO

Mme Bernard, experte du groupe cdH

M. Cols, expert du groupe cdH

M. Hayois, expert du groupe cdH

de modifier l'exécution des contrats de gestion.

2 Discussion générale et discussion des articles

M. Mouyard signale que le décret-programme porte notamment sur les dotations et subventions à certaines organismes sous contrat de gestion et cela aux articles 27 à 29. Il s'agit de mesures visant à déroger au principe selon lequel les dotations et subventions aux OIP ainsi qu'à la RTBF sont fixées dans le contrat de gestion. Ces dotations et subventions seraient dorénavant définies par le budget général des dépenses. Il s'agit ici de déroger unilatéralement aux engagements pris par la Communauté française. De plus les dispositions relatives aux entrées en vigueur de ces dispositions auraient un effet rétroactif au 1er janvier 2009.

M. Mouyard signale que le Conseil d'Etat a été particulièrement critique à l'égard de ces dispositions. Le Conseil d'Etat se pose également la question de savoir ce qu'il advient des dispositions des décrets en vigueur qui déterminent les conséquences liées au non respect par l'une des parties d'obligations contenues dans le contrat de gestion.

M. Mouyard se demande si la rétroactivité de l'entrée en vigueur de ces dispositions ne compromettrait pas les actions entreprises en 2009 et relatives à l'exécution du contrat de gestion et au surplus, comment considérer les dépenses qui auront été faites.

Le ministre Antoine répond que les dispositions des articles 27, 28 et 29 ont pour but de réaliser des économies. Les dites dispositions ont pour objectif de ne pas maintenir une indexation qui n'a plus lieu d'être et par ailleurs c'est le % préférentiel de refinancement que l'on n'accorde pas.

De plus le ministre souligne que l'ONE dispose de réserves et en 2010 l'ONE dispose de 12 millions d'euros en plus dans le cadre du plan Cigogne.

Quant au danger d'une éventuelle plainte au niveau de l'Union européenne, car l'Union européenne pourrait soutenir que si on a diminué la dotation à la RTBF, c'est parce qu'on donnait trop d'argent dans le passé, le ministre précise que d'une part la diminution en question est marginale et, que d'autre part, il est prévu d'octroyer à

la RTBF la possibilité d'organiser d'une manière différente ses collectes publicitaires. Enfin le ministre rappelle qu'un amendement n°1 a été déposé qui répond aux critiques formulées par le Conseil d'Etat.

M. Mouyard précise que sa critique visait essentiellement la manière de procéder. Que l'on veuille négocier avec les OIP afin qu'ils fassent des économies cela relève de la bonne gestion et il pense qu'on aurait pu négocier avec les OIP un avenant au contrat de gestion qui aurait permis de faire les mêmes économies.

Le ministre Antoine rappelle que la procédure d'adoption ou de modification d'un contrat de gestion est formelle et fort lente or il fallait réaliser des économies rapidement. De plus le ministre rappelle que des discussions et concertations ont eu lieu avec les organismes concernés.

A la RTBF c'est après 2012 que les difficultés vont survenir parce que là on aura plus difficile à organiser les économies comme nous le souhaitons, mais on les fera sous l'impulsion de la Ministre Laanan et de l'administrateur général de la RTBF.

Le ministre observe d'ailleurs que les mesures envisagées n'ont pas été contestées par le conseil d'administration de la RTBF.

M. Mouyard répond au ministre que si la procédure de modification du contrat de gestion est à ce point compliquée on aurait pu prendre un décret spécifique réglementant la situation pour une année seulement, il n'était pas nécessaire de régler cette question pour une durée de cinq ans.

3 Avis de la commission de l'Enseignement supérieur

La commission de l'Enseignement supérieur recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences :

- de l'article 22 par 12 voix contre 0 et 0 abstention ;
- de l'article 23 par 9 voix contre 3 et 0 abstention ;
- des articles 24, 25, 26, 35 et 36 par 12 voix contre 0 et 0 abstention.

4 Avis de la commission de l'Education

Par 8 voix contre 4 et 0 abstention, la commission de l'Education recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences.

L'amendement n°3 joint au décret-programme a été déposé par les groupes CdH, PS et Ecolo. La majorité recommande qu'il soit pris en considération en commission des Finances. Le vote sur cet amendement aura lieu en commission des Finances, de la Comptabilité, du Budget et du Sport.

5 Avis de la commission de la Culture

Par 9 voix contre 4 et 0 abstention, la commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Presse, du Cinéma, de la Santé et l'Egalité des chances recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences.

6 Avis de la commission de l'Enfance

Par 9 voix contre 3 et 0 abstention, la commission de l'Enfance, de la Recherche, de la Fonction publique et des Bâtiments scolaires recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences.

7 Votes

L'article 1er est adopté par 9 voix contre 4.

L'article 2 est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Les articles 3 à 9 sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Les articles 10 à 13 sont adoptés par 9 voix contre 4.

Un amendement n°3 a été déposé par Mme Fassiaux-Looten, M. Elsen et M. Saint-Amand.

Après le Chapitre VI du Titre premier, insérer un Chapitre VII, rédigé comme suit, et renuméroter les articles suivants :

Chapitre VII – Dispositions relatives aux inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire.

Article 14

A l'article 1er, alinéa 2, du décret du 3 avril 2009 relatif à la régulation des inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire, remplacer les termes « 15 février » par les termes « 8 mars ».

Justification

Le décret du 3 avril 2009 adopté par notre Assemblée a fixé comme date de début des inscriptions en première secondaire pour l'année scolaire 2010-2011 la date du 15 février 2010. Or, cette date se situe durant le congé de carnaval. Il n'est donc pas possible pour des raisons pratiques de maintenir cette date. Il est donc proposé de la postposer au 8 mars 2010, date qui permet de s'inscrire dans le calendrier du projet de décret actuellement en cours d'élaboration par le Gouvernement.

Mme Bertieaux estime que cet amendement n'a rien à voir dans le décret-programme qui a une portée budgétaire puisque cet amendement a pour but de repousser la date du début des inscriptions dans l'enseignement secondaire. Il y a effectivement un problème de date pour le début des inscriptions mais Mme Bertieaux rappelle que son groupe a déposé une proposition de décret pour modifier cette date et l'avancer au 1er février, ce qui permet de clôturer les opérations d'inscriptions pour les vacances de Carnaval. Elle pense dès lors que l'amendement n'a pas sa place dans le présent projet de décret et qu'il est préférable de déposer, comme son groupe l'a fait, une proposition de décret spécifique qui pourrait même être examinée en urgence.

M. Cheron pense que l'argument de Mme Bertieaux n'est pas un bon argument dans la mesure où un décret-programme et l'amendement à un décret-programme sont de nature normative.

Mme Bertieaux pense qu'il y a urgence de faire connaître aux parents et aux directions d'écoles quel sera le processus pour avoir un enfant inscrit dans l'enseignement secondaire pour la rentrée de septembre 2010.

M. Elsen pense que l'amendement qui est déposé ici est effectivement de nature à donner le plus grand nombre de chances de réussite au texte qui sera bientôt déposé. Les parents comme le monde de l'enseignement ont besoin de sérénité et l'amendement déposé ici est de nature à conforter cette sérénité.

L'amendement n°3 insérant un article 14 nouveau est adopté par 9 voix contre 4.

L'article 14 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article 15 est adopté par 9 voix contre 4.

L'article 16 est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Les articles 17 à 19 sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Les articles 20 et 21 sont adoptés par 9 voix contre 4.

L'article 22 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

L'article 23 est adopté par 9 voix contre 4.

Les articles 24, 25 et 26 sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Un amendement n°1 a été déposé par M. Laurent Devin, M. Léon Walry, M. Marcel Cheron et M. Michel Lebrun.

Dans le titre VIII Des dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion,

à l'article 27, alinéa 4, 6ème ligne, insérer les mots « , à la demande de celui-ci » entre les mots « organisme » et « afin »

à l'article 28, alinéa 4, 6ème ligne insérer les mots « , à la demande de celle-ci , » entre les mots « RTBF » et « afin »

à l'article 29, alinéa 4, 6ème ligne insérer les mots « à la demande de celui-ci » entre les mots « ONE » et « afin »

Justification

Il convient de préserver le caractère synallagmatique du contrat de gestion conclu entre le Gouvernement et les organismes visés aux articles 27, 28 et 29 du projet de décret. Pour cela, il faut prévoir qu'en cas de modification d'un élément substantiel de leur contrat de gestion, tels que leur dotation et subventions, un avenant au contrat puisse être négocié si l'organisme concerné en fait la demande au Gouvernement en vue d'adapter l'ampleur des missions de service public au financement attribué.

Mme Bertieaux expose que si l'amendement avait respecté le caractère synallagmatique de la relation des OIP avec les institutions de la Communauté elle l'aurait voté, mais à partir du moment où de manière unilatérale on a supprimé un certain nombre de crédits aux OIP sans alléger pour autant leurs missions, le caractère unilatéral de la démarche de la Communauté subsiste ce

qui a pour effet que son groupe ne soutiendra pas l'amendement.

L'amendement n°1 aux articles 27, 28 et 29 est adopté par 9 voix contre 4.

Les articles 27, 28 et 29 ainsi amendés sont adoptés par 9 voix contre 4.

Les articles 30 à 33 sont adoptés par 9 voix contre 4.

Un amendement n°2 a été déposé par Mme Isabelle Meerhaeghe, M. Alain Onkelinx et Mme Véronique Salvi.

Ajouter à l'article 34, 1^o, in fine, les mots :

« pour autant que la demande de reconnaissance comme musée ou institution muséale qu'elles ont introduite avant le 1er juillet 2008 n'ait pas été refusée ».

Justification

Telle qu'initialement rédigée, la disposition permet aux musées ou institutions muséales qui bénéficiaient de l'arrêté royal du 22 avril 1958, qui ont introduit une demande de reconnaissance en 2007 et 2008 mais qui ne l'ont pas obtenue, de pouvoir à présent bénéficier de l'arrêté royal de 1958.

Ayant fait le choix de ne pas introduire une nouvelle demande de reconnaissance jusqu'au 30 juin 2009 et de ne pas entrer dans les conditions décrétales, ces institutions ne bénéficieront plus de moyens de la Communauté française avant l'introduction éventuelle d'une nouvelle demande de reconnaissance.

L'amendement n°2 est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

L'article 34 ainsi amendé est adopté par 9 voix contre 4.

Les articles 35 et 36 sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Les articles 37 et 38 sont adoptés par 9 voix contre 4.

L'ensemble du projet tel qu'amendé est adopté par 9 voix contre 4 voix.

A l'unanimité des membres présents il est fait confiance au Président et au Rapport pour l'élaboration du rapport.

Le Rapporteur,

Le Président,

Laurent DEVIN

Richard MILLER

TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION

TITRE PREMIER

**Dispositions relatives aux établissements
d'enseignement, aux internats, aux centres
psycho-médico-sociaux et aux bâtiments scolaires**

CHAPITRE PREMIER

**Disposition modifiant le décret du 26 mars 2009
octroyant des moyens complémentaires aux
établissements scolaires pour le Conseiller en
prévention**

Article 1^{er}

A l'article 9 du décret du 26 mars 2009 octroyant des moyens complémentaires aux établissements scolaires pour le Conseiller en prévention, les mots « au 1er septembre 2009 » sont remplacés par les mots « au 1er septembre 2013 ».

CHAPITRE II

**Disposition modifiant le décret du 29 juillet 1992
portant organisation de l'enseignement
secondaire de plein exercice**

Art. 2

A l'article 20, § 4, du décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice, remplacé par l'article 14 du décret du 12 décembre 2008, modifié par l'article 6 du décret du 26 mars 2009 et par l'article 6 du décret du 30 avril 2009, sont apportées les modifications suivantes :

1° A l'alinéa 2, les mots « et celles utilisées pour assurer les missions définies par l'Arrêté du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au travail » sont insérés entre les mots « concernant les 2ème et 3ème degrés » et les mots « n'est en aucun cas à charge des 3 % de périodes susvisées » ;

2° Un nouvel alinéa libellé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« Le nombre maximum de périodes non à charge des 3 % de périodes susvisées au titre des missions définies par l'Arrêté du 27 mars 1998 relatif au Service interne pour la Prévention et la Protection au travail est calculé selon les modalités de l'article 16 bis, § 1er, alinéa 1er, du présent

décret. ».

CHAPITRE III

Dispositions relatives aux Internats

Art. 3

Par dérogation à l'article 32, § 2, alinéa 4, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, le montant des subventions de fonctionnement, en ce qui concerne les internats, est fixé pour l'année scolaire 2009-2010 au montant accordé pour l'année scolaire 2008-2009, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1er janvier 2010 et le 1er janvier 2009.

Art. 4

Dans l'article 6, § 1er, de l'Arrêté royal du 10 septembre 1986 portant rationalisation et programmation des internats de l'enseignement organisé ou subventionné par l'Etat, modifié par l'article 6 du décret-programme du 12 décembre 2008, l'année « 2010 » est remplacée par l'année « 2011 ».

CHAPITRE IV

**Dispositions relatives aux Centres
psycho-médico-sociaux**

Art. 5

L'article 52 de l'Arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres psycho-médico-sociaux est complété par l'alinéa suivant : « Par dérogation à l'alinéa 1er, c) et d), le montant des subventions est fixé, pour l'année scolaire 2009-2010 au montant accordé pour l'année scolaire 2008-2009, tel qu'il a été établi à l'alinéa précédent, indexé selon le rapport de l'indice général des prix à la consommation entre le 1er janvier 2010 et le 1er janvier 2009. ».

Art. 6

Les dotations de fonctionnement des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française sont augmentées pour l'année scolaire 2009-2010 sur la même base que l'augmentation des subventions visées à l'article 52 de l'arrêté royal du 13 août 1962 organique des centres

psycho-médico-sociaux.

CHAPITRE V

Dispositions relatives à l'enseignement technique et professionnel

Art. 7

A l'article 4, §1er, 5°, du Décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant, le chiffre « 6.197.388 » est remplacé par le chiffre « 11.602.000 ».

CHAPITRE VI

Des dotations et des subventions de fonctionnement des établissements

Art. 8

L'article 18 du décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaire constitue un § 1er dans lesquels, les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010 » sont remplacés par les mots « pendant les années 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012 et 2013 ».

Un §2 libellé comme suit est inséré :

« Les dotations de fonctionnement des services à gestion séparée de l'enseignement de la Communauté française, telles que visées au § 1er sont augmentées des montants nécessaires à couvrir les augmentations barémiques, décidées par le Gouvernement, concernant des membres du personnel ouvrier ou de maîtrise, en ce compris les préparateurs dont les rémunérations sont à charge des dotations.

Par application de l'alinéa précédent, les dotations de fonctionnement de l'enseignement secondaire ordinaire et de l'enseignement spécialisé sont augmentées respectivement de 3.731.532 EUR et 600.753 EUR à partir de l'année 2010. Ces montants sont indexés annuellement sur base de l'évolution de l'indice des prix à la consommation à la date du 1er janvier. ».

Art. 9

L'article 13 du décret-programme du 12 décembre 2008 portant diverses mesures concernant la radiodiffusion, la création d'un fonds budgétaire relatif au financement des programmes de dépistage des cancers, les établissements d'ensei-

gnement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, et les bâtiments scolaires est abrogé.

Art. 10

L'article 3, §3, alinéa 7, 8°, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par l'article 1er du décret du 12 juillet 2001, est remplacé et complété par les dispositions suivantes :

« 8° en 2010 de :

- 0,4557 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 0,9557 % d'augmentation ;
- 7,8157 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 8,9457 % d'augmentation.

9° en 2011 de 0 % pour toutes les écoles concernées et implantations concernées par le présent article.

10° en 2012 de :

- 2,0130 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 2,0030 % d'augmentation ;
- 1,8756 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,8561 % d'augmentation.

11° en 2013 de :

- 1,9733 % pour les écoles autres que fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,9637 % d'augmentation ;
- 1,8410 % pour les écoles fondamentales, à l'exception des implantations en discriminations positives qui bénéficieront de 1,8223 % d'augmentation. ».

Art. 11

A l'article 32, §2, alinéa 2, de la même loi, modifié par l'article 2 du décret du 12 juillet 2001, les mots « - pour l'année 2010 : 117.379.363,44 EUR » sont remplacés par :

« -Pour l'année 2010 : 101.812.418,34 € ;

- Pour l'année 2011 : 101.812.418,34 € ;
- Pour l'année 2012 : 109.854.214,59 € ;
- Pour l'année 2013 : 117.379.363,44 € . » .

Art. 12

A l'article 34, alinéa 3, de la même loi, inséré par l'article 3 du décret du 12 juillet 2001, les mots « - 20 148 785,69 EUR en 2010 » sont remplacés par :

- « - 16.619.182,00 € pour l'année 2010 ;
- 17.371.367,95 € pour l'année 2011 ;
- 18.806.166,33 € pour l'année 2012 ;
- 20.148.785,69 € pour l'année 2013. » .

Art. 13

A l'article 2 du décret du 12 juillet 2001 relatif à la prise en compte de l'organisation de cours philosophiques dans les enseignements officiel et libre non confessionnel subventionnés, les mots : « - 7 350 043,01 EUR en 2010 » sont remplacés par les mots :

- « -6.336.858,58 € en 2010 ;
- 6.336.858,58 € en 2011 ;
- 6.860.263,95 € en 2012 ;
- 7.350.043,01 € en 2013. » .

CHAPITRE VII

Dispositions relatives aux inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire

Art. 14

A l'article 1er, alinéa 2, du décret du 3 avril 2009 relatif à la régulation des inscriptions des élèves dans le premier degré de l'enseignement secondaire, remplacer les termes « 15 février » par les termes « 8 mars » .

TITRE II

Mesure relative à la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté

Art. 15

L'article 5, §2, alinéa 3 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et les mises en disponibilité

pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, modifié par l'article 197 du décret du 8 mars 2007, est remplacé par la disposition suivante :

« Le nombre global ne peut être supérieur à :

- 359 pour l'année scolaire 2009-2010 ;
- 346 pour l'année scolaire 2010-2011 ;
- 334 pour l'année scolaire 2011-2012 ;
- 321 pour l'année scolaire 2012-2013 ;
- 309 pour l'année scolaire 2013-2014.

Cette réduction ne peut porter sur les membres du personnel qui prestent auprès du Service et des Cellules visées au §1er, alinéa 2, 4°, du présent article. » .

TITRE III

Dispositions relatives aux Bâtiments scolaires

Art. 16

Aux articles 6bis, §2 et §3, 8bis, §2 et §3, et 9, §2 du décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française, modifiés par le décret du 12 juillet 2001 visant à améliorer les conditions matérielles des établissements de l'enseignement fondamental et secondaires et le décret du 14 novembre 2008 relatif au programme de financement exceptionnel de projets de rénovation, construction, reconstruction ou extension de bâtiments scolaires via des partenariats public/privé (PPP), sont apportées les modifications suivantes :

- 1° les mots « 2010 », « 2011 », « 2012 », « 2013 », « 2014 », « 2015 » sont respectivement remplacés par les mots « 2011 », « 2012 », « 2013 », « 2014 », « 2015 », « 2016 » ;
- 2° le mot « 2036 » est remplacé par le mot « 2037 » ;
- 3° le mot « 2038 » est remplacé par le mot « 2039 » ;
- 4° le mot « 2040 » est remplacé par le mot « 2041 » .

Art. 17

A l'article 7, §1er, du décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de

l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psychomédico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, modifié par l'article 11 du décret-programme du 12 décembre 2008 portant diverses mesures concernant la radiodiffusion, la création d'un fonds budgétaire relatif au financement des programmes de dépistage des cancers, les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, et les bâtiments scolaires, les modifications suivantes sont apportées :

-les mots « euro 28.383.809 en 2009 » sont remplacés par « euro 29.883.809 en 2009 » ;

-les mots « euro 18.889.487 en 2010 » sont remplacés par « euro 33.725.000 en 2010 ».

Art. 18

A l'article 7 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française, tel que modifié en dernier lieu par le Décret-programme du 12 décembre 2008, les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008 et 2009. » sont remplacés par les mots « 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009 et 2010. »

TITRE IV

Mesures relatives à la formation en cours de carrière

Art. 19

In fine des alinéas 1 et 2 de l'article 22 du décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, sont ajoutés les mots : « Les emplois pris en considération pour la répartition des crédits sont ceux de l'année scolaire qui s'est terminée au mois de juin de l'année civile qui précède. »

Art. 20

Dans les alinéas 1 et 2 de l'article 22 du décret 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psychomédico-sociaux et à la création d'un institut de la

formation en cours de carrière sont apportées les modifications suivantes :

- a) les mots : « organisables au 1er septembre de l'année scolaire en cours » sont remplacés par les mots « organisables au 1er septembre de l'année scolaire qui précède » ;
- b) les mots « pour l'exercice en cours » sont remplacés par les mots « pour l'exercice qui précède ».

Art. 21

A l'alinéa 1er de l'article 15 du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale, les mots « à au moins 0,12 % des dépenses courantes » sont remplacés par les mots « 0,102 % des dépenses courantes. »

TITRE V

Mesures relatives au traitement d'attente dans le cas de perte partielle de charge

Art. 22

L'article 2 de l'arrêté royal du 18 janvier 1974 pris en application de l'article 164 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est modifié comme suit :

1° Le texte de l'article 2, tel que modifié ci-dessous forme le §1er :

- a) L'alinéa 1er, est remplacé par la disposition suivante : « Le membre du personnel en disponibilité par défaut d'emploi, ou en perte partielle de charge bénéficie d'un traitement d'attente égal, les deux premières années, à son traitement d'activité. Dans le cas d'un membre du personnel en perte partielle de charge, le traitement d'attente ne porte que sur la partie de la charge perdue » ;
- b) à l'alinéa 2, les mots « pour le membre du personnel en disponibilité » sont insérés entre les mots « A partir de la 3ème année, » et les mots, « ce traitement d'attente est réduit chaque année » ;

- c) un nouvel alinéa 3 libellé comme suit est inséré : « A partir de la 3^{ème} année, pour le membre du personnel en perte partielle de charge, le traitement d'attente, portant sur la partie de la charge perdue, est réduit chaque année de 20 pour cent sans qu'il puisse être inférieur à autant de fois un trentième du traitement d'activité correspondant à la charge perdue que le membre du personnel compte d'années de service à la date de sa perte partielle de charge. Les réductions successives s'opèrent sur la base du dernier traitement d'activité correspondant à la partie de charge perdue. »

Un §2 libellé comme suit est ajouté

« §2. Le membre du personnel en perte partielle de charge pour moins d'un quart des prestations pour lesquels il est nommé ou engagé à titre définitif, ou qui est réaffecté ou remis au travail dans un nombre de périodes tel qu'il preste au moins les trois quarts des périodes pour lesquels il est nommé ou engagé à titre définitif n'est pas soumis aux réductions de traitement d'attente visées à l'alinéa 2 pour autant que les périodes non prestées, et pour lesquelles il bénéficie d'un traitement d'attente, soient remplacées par des activités de remédiation tels qu'arrêtées par le Gouvernement. »

TITRE VI

Dispositions relatives au refinancement des Hautes Ecoles et des Universités

Art. 23

Dans l'article 10, alinéa 1er, du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, modifié par les décrets du 24 juillet 1997, 17 juillet 1998, 19 mai 2004, remplacé par le décret du 20 juillet 2006, modifié par les décrets du 15 décembre 2006, 13 décembre 2007, 11 janvier 2008, 9 mai 2008, 18 juillet 2008 et 19 février 2009, les mots « 280.154.558 » sont remplacés par les mots « 280.353.000 ».

Art. 24

Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, le paragraphe 7, inséré par le décret du 28 novembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« §7. Le montant de la partie variable de l'allocation de fonctionnement fixé au §2 et indexé conformément au §4, est augmenté annuellement

de 2.000.000 EUR supplémentaires cumulés à partir de l'année budgétaire 2010 et ce jusqu'à l'année budgétaire 2023 y compris, et de 1.000.000 EUR supplémentaires cumulés pour les années budgétaires 2024 et 2025.

Chaque montant ainsi ajouté annuellement est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par le taux d'adaptation calculé suivant la formule suivante :

indice santé de décembre de l'année budgétaire concernée

indice santé de décembre de l'année budgétaire où le montant apparaît pour la première fois.

A partir de l'année budgétaire 2026, le montant de la partie variable de l'allocation de fonctionnement fixé au § 2 est égal au montant total de l'année budgétaire 2025 indexé. ».

Art. 25

Dans l'article 29 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, remplacé par le décret du 31 mars 2004 et modifié par les décrets du 21 décembre 2004, 16 décembre 2005, 20 juillet 2006, 15 décembre 2006, 11 janvier 2008 et 19 février 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le §1er, alinéa 1er, le montant de « 106.559.827 » est remplacé par le montant « 106.630.867 » ;

2° dans le §2, le montant de « 321.534.834 » est remplacé par le montant de « 321.749.191 » ;

3° dans le §3, le montant de « 5.286.861 » est remplacé par le montant de « 5.291.267 » ;

4° dans le §3bis, le montant de « 210.553 » est remplacé par le montant de « 213.345 ».

Art. 26

A l'article 39, § 2, 2^e alinéa de la loi du 27 juillet 1971 précitée, les termes « à une autre finalité d'un même master à finalité » sont insérés entre les termes « agrégation de l'enseignement secondaire supérieur » et les termes « ou à une épreuve complémentaire ».

TITRE VII

Disposition relative au statut des membres des personnels des Universités**Art. 27**

A l'article 37, alinéa 1er, dernier tiret de la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire par l'Etat, inséré par le décret du 19 février 2009, les termes « plus de € 34.314,48 » sont remplacés par les termes « plus de € 34.317,48 ».

TITRE VIII

Des dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion**Art. 28**

Pour les années 2009 à 2014 et par dérogation à l'article 16, §2, 4 du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, les dotations et subventions dont bénéficie toute personne morale sous contrat de gestion avec la Communauté française peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française, nonobstant toute disposition contraire dans le décret ou l'arrêté qui porte création de la personne morale bénéficiaire d'une dotation ou de subventions.

Pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article, les clauses des contrats de gestion fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées aux personnes morales visées par cette application, sont suspendues.

L'application de l'alinéa 1er du présent article suspend l'article 16, §4, alinéa 2, 2e phrase du décret du 9 janvier 2003 relatif à la transparence, à l'autonomie et au contrôle des organismes publics, des sociétés de bâtiments scolaires et des sociétés de gestion patrimoniale qui dépendent de la Communauté française, pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

A partir de l'année 2010 et jusqu'en 2014, lorsque le montant des dotations et subventions, tel que déterminé en application de l'alinéa 1er, est inférieur au montant fixé dans le contrat de gestion, un avenant au contrat de gestion pourra être négocié entre le Gouvernement et l'organisme, à la demande de celui-ci, afin d'adapter l'ampleur des

missions de service public au financement public qui lui est attribué.

Art. 29

Pour les années 2009 à 2014 et par dérogation à l'article 8, §3, a du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), les dotations et subventions, à charge de la Communauté, dont bénéficie la RTBF peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Les clauses du contrat de gestion, conclu entre la Communauté et la RTBF, fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées à la RTBF sont suspendues, pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article.

L'application de l'alinéa 1er du présent article suspend l'article 8, §4, alinéa 2, 2e phrase du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (RTBF), pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

A partir de l'année 2010 et jusqu'en 2014, lorsque le montant des dotations et subventions, tel que déterminé en application de l'alinéa 1er, est inférieur au montant fixé dans le contrat de gestion, un avenant au contrat de gestion pourra être négocié entre le Gouvernement et la RTBF, à la demande de celle-ci, afin d'adapter l'ampleur des missions de service public au financement public qui lui est attribué.

Art. 30

Pour les années 2009 à 2014 et par dérogation à l'article 26, §3, 5° du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », les dotations et subventions, à charge de la Communauté, dont bénéficie l'O.N.E. peuvent être fixées dans le décret contenant le budget général des dépenses de la Communauté française.

Les clauses du contrat de gestion, conclu entre la Communauté et l'O.N.E., fixant les montants et déterminant les règles d'adaptation des dotations et subventions octroyées à l'O.N.E. sont suspendues, pour l'année budgétaire au cours de laquelle il est fait application de l'alinéa premier du présent article.

L'application de l'alinéa 1er du présent article suspend l'article 26, §4, alinéa 2, 2e phrase du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Of-

fice de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », pour l'année au cours de laquelle il est fait application dudit alinéa.

A partir de l'année 2010 et jusqu'en 2014, lorsque le montant des dotations et subventions, tel que déterminé en application de l'alinéa 1er, est inférieur au montant fixé dans le contrat de gestion, un avenant au contrat de gestion pourra être négocié entre le Gouvernement et l'O.N.E., à la demande de celui-ci, afin d'adapter l'ampleur des missions de service public au financement public qui lui est attribué.

TITRE IX

Disposition modifiant le décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009

Art. 31

A l'article 18, § 2, du décret sur les services de médias audiovisuels coordonné le 26 mars 2009, il est ajouté un alinéa 3 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, jusqu'au 31 décembre 2012, la publicité et l'autopromotion peuvent interrompre les œuvres de fiction cinématographique diffusées dans les services édités par la RTBF. ».

TITRE X

Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles

Art. 32

A l'article 7 du décret du 17 juillet 2002 relatif à l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, est ajouté un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Dans les cas visés aux §§ 2 et 3, lors d'un recours à la couverture du montant de la subvention sollicitée par un emprunt, le montant subsidiable est, après accord du Gouvernement, constitué de :

1° du montant fixé conformément aux §§ 2 et 3 ;

2° des charges d'intérêts à compter de la réception provisoire des travaux. ».

TITRE XI

Dispositions modifiant le décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française

Art. 33

A l'article 23 du décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française, est ajouté un alinéa 4, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, s'il échet, pour les données visées à l'alinéa 1er, les éléments provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant le cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

Art. 34

A l'article 24 du même décret, est ajouté un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Le Gouvernement détermine, s'il échet, pour les données visées à l'alinéa 1er, les éléments provenant du cadastre de l'emploi tel que défini par le décret du 19 octobre 2007 instaurant le cadastre de l'emploi non marchand en Communauté française.

La transmission et l'utilisation de ces données se fait dans le respect de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la Sécurité sociale ainsi que de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel. ».

TITRE XII

Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales tel que modifié**Art. 35**

L'article 30 du décret du 17 juillet 2002 relatif à la reconnaissance et au subventionnement des musées et autres institutions muséales tel que modifié est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf si elles deviennent un musée organisé ou une institution muséale organisée par la Communauté française ou sauf s'il y a un retrait de reconnaissance conformément à l'article 12 du présent décret :

1°. Les institutions qui bénéficient de subventions en application de l'arrêté royal du 22 avril 1958 réglementant l'octroi de subventions aux musées ne relevant pas de l'Etat à la date du 1er janvier 2003 et qui ont introduit une demande de reconnaissance avant le 1er juillet 2009 continuent à en bénéficier dans les conditions prévues par l'arrêté royal du 22 avril 1958 jusqu'à leur reconnaissance en vertu du présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009 pour autant que la demande de reconnaissance comme musée ou institution muséale qu'elles ont introduite avant le 1er juillet 2008 n'ait pas été refusée.

2°. Les institutions qui bénéficient d'une convention à durée indéterminée à la date du 1er janvier 2003 et qui ont introduit une demande de reconnaissance avant le 1er juillet 2009 continuent à bénéficier d'un montant de subvention au moins équivalent à celui fixé pour l'année 2002, jusqu'à leur reconnaissance en vertu du présent décret et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2009. ».

TITRE XIII

Dispositions finales**Art. 36**

Sauf en ce qui concerne les dispositions dont la date d'entrée en vigueur est fixée par les articles 37 à 39, le présent décret entre en vigueur le 1er janvier 2010.

Art. 37

L'article 27 du présent décret produit ses effets le 1er décembre 2008.

Art. 38

Les articles 17, 28 à 30 et 35 du présent décret produisent leurs effets le 1er janvier 2009.

Art. 39

Les articles 1er et 2 du présent décret produisent leurs effets le 1er septembre 2009.

AVIS ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

PROJET DE DECRET-PROGRAMME

portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas universités et des hautes écoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et, la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales partim pour les matières qui relèvent des compétences de la commission de l'Enseignement supérieur

Avis de la commission de l'Enseignement supérieur

La commission de l'Enseignement supérieur recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences :

- de l'article 22 par 12 voix contre 0 et 0 abstention ;
- de l'article 23 par 9 voix contre 3 et 0 abstention ;
- des articles 24, 25, 26, 35 et 36 par 12 voix contre 0 et 0 abstention.

La Rapporteuse,

Le Président,

Sybille de COSTER-BAUCHAU

Carlo DI ANTONIO

AVIS EDUCATION

PROJET DE DECRET-PROGRAMME

portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas universités et des hautes écoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et, la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales partim pour les matières qui relèvent des compétences de la commission de l'Education

Avis de la commission de l'Education

Par 8 voix contre 4 et 0 abstention, la commission de l'Education recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences.

L'amendement n°3 joint au décret-programme a été déposé par les groupes CdH, PS et Ecolo. La majorité recommande qu'il soit pris en considération en commission des Finances. Le vote sur cet amendement aura lieu en commission des Finances, de la Comptabilité, du Budget et du Sport.

La Rapporteuse,

Le Président,

Graziana TROTTA

Jean-Luc CRUCKE

AVIS CULTURE

PROJET DE DECRET-PROGRAMME

portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas universités et des hautes écoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et, la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales partim pour les matières qui relèvent des compétences de la commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Presse, du Cinéma, de la Santé et l'Egalité des chances

Avis de la commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Presse, du Cinéma, de la Santé et l'Egalité des chances

Par 9 voix contre 4 et 0 abstention, la commission de la Culture, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Presse, du Cinéma, de la Santé et l'Egalité des chances recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences.

La Rapporteuse,

Le Président,

Sophie PECRIAUX

Jean-François ISTASSE

AVIS ENFANCE

PROJET DE DECRET-PROGRAMME

portant diverses mesures concernant les établissements d'enseignement, les internats, les centres psycho-médico-sociaux, la réduction du nombre de chargés de mission à charge du budget de la Communauté, les bâtiments scolaires, la formation en cours de carrière, le traitement d'attente dans le cas universités et des hautes écoles, le statut des membres des personnels des universités, les dotations et subventions à certains organismes sous contrat de gestion, les services de médias audiovisuels, l'octroi de subventions aux collectivités locales pour les projets d'infrastructures culturelles, les conditions de subventionnement à l'emploi dans les secteurs socioculturels et, la reconnaissance et le subventionnement des musées et autres institutions muséales partim pour les matières qui relèvent des compétences de la commission de l'Enfance, de la Recherche, de la Fonction publique et des Bâtiments scolaires

Avis de la commission de l'Enfance, de la Recherche, de la Fonction publique et des Bâtiments scolaires

Par 9 voix contre 3 et 0 abstention, la commission de l'Enfance, de la Recherche, de la Fonction publique et des Bâtiments scolaires recommande l'adoption par la Commission des Finances, du Budget, des Affaires générales, et du Sport du projet de décret-programme – partim pour les matières relevant de ses compétences.

La Rapporteuse,

Le Président,

Olga ZRIHEN

Daniel SENESAEL